

En 1944, la capitalisation était de un milliard 280 millions; en 1967, elle atteignait 22 milliards, soit 17 fois de plus. Si la capitalisation de 1967 est 17 fois plus élevée que celle de 1944, il y a certainement quelque chose à trouver pour faire vivre les familles. Si, en 1967, avec une capitalisation de 22 milliards—17 fois plus élevée que celle de 1944—les familles canadiennes sont moins capables de vivre qu'auparavant, il faut se demander ce qu'il y a, ce qui fait défaut? Il y a certainement quelque chose qui fait défaut quelque part. Je ne suis pas pour socialiser toutes les institutions; non. Nous devons démocratiser les institutions et nous devons appliquer la démocratie dans toutes ses fonctions. Mais la famille est la première base de la société et a droit à notre respect.

Si nous avons une capitalisation de 22 milliards, et nous aurons peut-être, en 1968, une surproduction de l'ordre de 24 ou 25 milliards, cette surproduction ne coûte rien à la nation. Le surplus des produits ne coûte rien. En 1944, la consommation s'élevait à 10 ou 11 milliards, et celle de 1967 à 40 milliards. On en arrive finalement à une différence de près de 18 milliards. Or, ces 18 milliards ne coûtent rien à la nation et pourraient être distribués sous forme de dividendes, d'allocations familiales, d'allocations sociales, qu'on appelle ces allocations comme on le voudra. Nous pourrions non seulement doubler le taux des allocations familiales, mais le tripler. Nous pourrions établir les allocations familiales à \$1 par jour, par enfant, soit \$30 par mois. Nous pourrions aussi donner à la mère de famille un salaire d'au moins \$60 par mois. Nous pourrions rajuster toutes les pensions, y compris celles des vieillards et des nécessiteux, bref, tout ce que vous voudrez, à \$120 par mois. A part cela, nous pourrions payer un salaire d'une soixantaine de dollars par mois aux étudiants.

Tout ce programme nous coûterait à peu près 8 milliards. Tout ce qui viendrait du Crédit social, tout ce qui viendrait de la société coûterait 8 milliards sur un surplus de 18 milliards.

● (5.50 p.m.)

Il me semble, monsieur l'Orateur, qu'il serait facile de trouver des revenus. On sait où les puiser quand on veut, mais quand on ne veut pas, on les laisse se capitaliser. Toute cette capitalisation est financée avec de l'argent emprunté, elle est dans les entrepôts, dans les magasins et elle porte un taux d'intérêt de 7, 8 p. 100. Quand vient le temps de relever le taux de l'intérêt pour favoriser la haute finance, on n'a rien à redire, rien à reprocher, tout est normal, mais quand vient le temps de favoriser la famille, eh bien, tout devient anormal.

Dépenser des sommes fabuleuses, 80, 200 ou 300 millions pour aider la famille et les institutions canadiennes, pour permettre à l'essence même de la vie humaine de progresser davantage et grandir, eh bien, on ne trouve rien.

Faut-il trouver des fonds ou les sommes d'argent nécessaires pour financer la tuerie, la destruction, eh bien, nous ne connaissons aucun problème. Nous devrions nous mettre cela dans la tête. Nous devrions trouver des solutions pour permettre aux individus, aux familles, aux enfants et aux femmes de se développer et vivre normalement dans un pays qui regorge de richesses.

Nous avons des montagnes de blé; il n'est pas naturel que nous crevions de faim. C'est ce problème-là que nous devrions régler et que plusieurs honorables députés ont de la difficulté à comprendre.

Tant et aussi longtemps que nous ne trouverons pas le moyen de distribuer nos surplus de production, eh bien, nous connaissons le chômage. Présentement, monsieur l'Orateur, les chômeurs ne produisent pas, n'augmentent pas la production nationale brute, de même que ceux qui bénéficient du bien-être social. Plusieurs reçoivent de l'aide du bien-être social, parce qu'ils ne sont pas admissibles à l'assurance-chômage. Il y a bien des gens qui présentement, sont recyclés et payés à même les taxes et les impôts. Si tous ces gens-là étaient au travail et participaient à la production, je crois que nous pourrions produire au Canada au-delà de 100 milliards. Si, malgré tous ces gens-là qui ne travaillent pas, on a réussi, grâce au développement technologique, à créer une surproduction, eh bien, au moins, soyons assez intelligents pour distribuer à la société notre surplus de production.

Tous ces surplus doivent être répartis dans la société et bénéficier aux familles. Chaque famille, chaque individu doit avoir le droit de vivre quand l'économie le permet.

L'économie actuelle permet aux Canadiens de vivre aisément, confortablement, et ce en tant que nous distribuons les surplus de cette production. Même si nous avons un grand nombre de citoyens qui ne participent pas à la production, parce qu'ils ne travaillent pas, parce qu'ils n'ont pas d'ouvrage, eh bien, il serait logique que nous trouvions un jour le moyen de distribuer et de répartir les revenus collectifs de toute la nation et d'en faire bénéficier chaque citoyen, chaque famille, chaque enfant. On devrait considérer le bébé, dans le berceau, comme étant plus important que n'importe quel système financier, n'importe quelle capitalisation. S'il y a quelqu'un à protéger, ce devrait être celui-là. Il devrait être protégé à partir du berceau